

Nicolas Sarkozy promet qu'aucune chaîne publique ne sera privatisée

Nicolas Sarkozy a répété, mardi 19 février, qu'"aucune chaîne du service public de la télévision" ne serait privatisée, lors d'un discours prononcé à l'Elysée à l'occasion de l'installation de la commission "pour la nouvelle télévision publique". Le chef de l'Etat dément ainsi à nouveau les accusations de privatisation relayées par les syndicats, inquiets notamment pour l'avenir des stations locales de France 3.

"France Télévisions est un bouquet de chaînes. Ce n'est donc pas en coupant un membre qu'on renforcera la qualité du service, qu'il soit d'ailleurs public ou privé, mais bien en travaillant à accroître la complémentarité entre les composantes d'un bouquet de chaînes et de services", a-t-il ajouté.

"PANACHAGE DE RESSOURCES"

Il s'est également engagé sur l'aspect financier : il a promis que "chaque euro de recette publicitaire" supprimé dans le service public audiovisuel serait "compensé par un euro de ressource publique". En matière de financement, il a demandé à la commission d'examiner la mise en place d'un "panachage de ressources" incluant une contribution des chaînes de télévision privées qui bénéficieront d'un report de recettes publicitaires et une contribution des opérateurs de télécommunications "assise sur l'assiette la plus large possible".

Sur l'application de la réforme, Nicolas Sarkozy a proposé de choisir entre deux options : "la première serait de supprimer toute publicité dès le 1er janvier 2009", "la deuxième consisterait à envisager cette suppression de façon progressive, en commençant en 2009 par supprimer la publicité après 20 heures sur l'ensemble des chaînes de France Télévisions", a-t-il détaillé.

"RÉINVENTER" UNE TÉLÉVISION PUBLIQUE

Après une salve de critiques notamment sur la question du financement de la publicité, Nicolas Sarkozy a tenté de mieux expliquer son projet. Il est ainsi revenu sur son intention de "réinventer" une télévision publique qui ne soit pas "du pain et des jeux", ni prisonnière de "la tyrannie de l'audience à tout prix au quotidien".

"Pour montrer la confiance de l'Etat dans son service public" et appuyer les investissements nécessaires au passage au tout numérique, le président a enfin demandé au gouvernement "d'expertiser la possibilité d'apporter à France Télévisions une dotation en capital dès 2008". "Je n'ai pas souvenir qu'un gouvernement ait fait cela, un geste de confiance à l'endroit de la pérennité de cette grande société", a-t-il insisté.

Disponível em : <<http://www.lemonde.fr>>. Acesso em 19/2/2008.